



8 mars : Journée Internationale de la Femme



La campagne lancée par l'ISP dans le cadre de la Journée Internationale de la Femme - afin de promouvoir les services publics en tant qu'élément essentiel pour atteindre l'égalité hommes-femmes - a bénéficié d'un énorme soutien de nos affiliés du monde entier. Des boîtes aux lettres ont littéralement été inondées de cartes postales exigeant un meilleur financement des services publics et ce, de Bangkok à Bamako en passant par Brasilia. Pendant ce temps, en Turquie et au Népal, des manifestations organisées pour promouvoir les droits de la femme ont été sévèrement réprimées. Les syndicats mondiaux ont profité de cette journée du 8 mars pour remettre à l'ambassadeur de Colombie à New York une pétition demandant que l'on mette fin à la répression des femmes syndicalistes ainsi qu'à l'impunité en la matière. L'ambassadeur a accepté de transmettre cette pétition au Président Uribe. Pour de plus amples informations concernant les actions organisées ce 8 mars, abonnez-vous dès à présent au bulletin *ISP Femmes* afin de recevoir le supplément consacré à cette journée.

La réforme des syndicats



Les syndicats du monde entier se battent actuellement pour tenter de s'adapter aux impitoyables mutations sociales, politiques, économiques et technologiques de ces dernières années - ce qui implique une profonde réflexion sur les nouveaux rôles des syndicats et leurs nouvelles formes d'action. L'ISP a pour sa part rédigé un rapport préliminaire sur la réforme des syndicats. Vous le trouverez à l'adresse suivante : <http://www.world-psi.org/reform> mais vous pouvez également le recevoir par e-mail en écrivant à communications@world-psi.org (en anglais, français, espagnol, allemand, suédois et japonais). Ce rapport sera également publié dans la prochaine édition de FOCUS qui sortira le mois prochain.

Un accord historique en matière d'équité salariale signé au Royaume-Uni



UNISON vient de conclure l'accord le plus important jamais signé en matière d'équité salariale, qui concerne 1.500 employées du secteur de la santé. Chaque femme peut désormais prétendre gagner entre £35.000 et £200.000. Le syndicat mène depuis huit ans une bataille législative en faveur de 14 catégories de salariées différentes en faisant appel à cinq éléments de comparaison masculins. Les postes concernés vont des infirmières et des auxiliaires de santé aux intendantes et aux domestiques, en passant par les assistantes administratives, les couturières, les concierges et les standardistes. Leurs rémunérations ont été comparées à celles des artisans/menusiers, des ouvriers du bâtiment/laveurs de murs, aux ouvriers d'entreprise, aux chefs de chantier et aux assistants de maintenance. Les heures de travail, les retraites, les taux de rémunération pendant les week-ends et les indemnités de maladie ont également été pris en ligne de compte pour effectuer ces comparaisons. A l'avenir, le nouveau système de rémunération négocié par UNISON en 2004 devrait mettre fin à toute forme de discrimination salariale.

La sécurité sociale aux Etats-Unis



Aux Etats-Unis, les projets de privatisation de la sécurité sociale suscitent actuellement de sérieux remous. Selon certaines estimations, le retraité moyen vivant 20 ans après avoir cessé ses activités et choisissant un compte de retraite privé toucherait \$154,000 de moins que dans le régime actuel. La AFSCME (American Federation of State County and Municipal Employees) a décidé de passer deux millions d'appels téléphoniques afin d'informer les électeurs de 33 districts du congrès répartis dans l'ensemble du pays et leur demander de ne pas soutenir le projet du Président. Ils ont également appelé, dans cette même optique, 25% des 1,6 million d'adhérents.

Le contrôle de la Banque Mondiale



Le Président Bush a choisi le Secrétaire Adjoint à la Défense Paul D. Wolfowitz, l'un des grands artisans de la guerre en Irak, pour être le candidat américain à la présidence de la Banque Mondiale. Cette désignation a immédiatement fait suite à la nomination par G. Bush de John R. Bolton, un autre "faucon", au poste d'ambassadeur aux Nations Unies. L'ISP s'est jointe à de nombreux autres organismes afin d'inviter les Chefs d'Etats européens à contrer cette nomination.

Révision de la Plate-forme d'action de Pékin



Les syndicats mondiaux ont formé la plus importante délégation qui ait jamais participé à la Commission des Nations Unies sur la Condition de la Femme, organisée à l'occasion de la révision décennale de la Plate-forme d'action de Pékin. Cette réunion a eu lieu du 28 février au 11 mars et la délégation de l'ISP comprenait des membres du Comité Mondial des Femmes tels que Gloria Mills (UNISON), Diane Wood (NUPGE) et Birthe Josephson (Kommunal), de même que des représentantes de Ver.di et des membres du personnel de l'ISP, Nora Wintour et Sandra Massiah. Plus de 6.000 délégués d'ONG étaient également présents. Le gouvernement américain a bloqué l'adoption d'une déclaration visant à réaffirmer la Plate-forme d'action de Pékin par le biais d'un amendement affirmant que la Plate-forme n'a pas établi le droit à l'avortement. Les syndicats mondiaux se sont associés aux ONG prônant la justice économique pour les femmes et ont ainsi été en mesure de contrecarrer les positions américaines en matière de droits reproductifs, tout en mettant en évidence le rôle positif joué par les services publics en vue de la création d'un environnement favorisant l'égalité hommes-femmes et l'équité salariale. Pour de plus amples informations à ce sujet, vous pouvez contacter : equality@world-psi.org

Le problème de l'eau



Le nouveau livre de Ann-Christin Sjölander étudie le problème de la privatisation de l'eau dans le monde entier. A l'heure actuelle, deux sociétés gigantesques, Veolia et Suez-Ondeo, contrôlent 80% du marché privé international de l'eau, soit près de 300 millions de consommateurs. Des protestations se sont élevées dans de nombreux pays – successivement en Bolivie, en Argentine, au Ghana et en Afrique du Sud - et ces géants de la distribution d'eau sont désormais en train de se tourner vers de nouveaux marchés, en l'occurrence la Chine, l'Amérique du Nord et l'Europe. En attendant, plus d'un milliard d'êtres humains n'ont toujours pas accès à un approvisionnement en eau potable. Cet ouvrage nous dévoile les coulisses de ce marché, bien au-delà des arguments simplistes axés sur l'opposition entre secteurs public et privé. Ce livre s'avère essentiel pour toutes les personnes travaillant sur le terrain, plus particulièrement les responsables syndicaux et politiques.

Le FMI bloque-t-il l'aide en matière de VIH/SIDA ?



Un nouveau rapport d'organisations humanitaires africaines accuse le FMI de saborder la lutte contre le VIH/SIDA. Alan Leather, coordinateur du secteur de la santé à l'ISP, adhère aux propos des auteurs et déplore lui aussi cette situation. Au Kenya, plus de 4.000 infirmières spécialisées et des milliers d'autres auxiliaires de santé se retrouvent en effet au chômage technique alors qu'ils pourraient être en train de combattre le virus. Les restrictions imposées par le FMI dans le secteur des dépenses publiques compliquent la tâche des pays qui souhaitent engager des médecins, des infirmières et des auxiliaires de santé, ou même tout simplement acheter des médicaments. Les restrictions budgétaires empêchent également les pays pauvres d'accepter l'aide extérieure qui leur fait pourtant cruellement défaut. En 2002-2003, par exemple, l'Ouganda s'est vu pratiquement contraint de refuser une subvention de 52 millions de dollars octroyée par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria parce que son gouvernement tentait de respecter les strictes contraintes budgétaires acceptées en échange d'un prêt consenti par le FMI. Ce rapport peut être téléchargé à l'adresse suivante : <http://www.aicd.org.za/?q=book/view/360>

Solicomm



Le Bureau des activités pour les travailleurs du BIT (ACTRAV) est en train de créer un nouvel outil de communication destiné au mouvement ouvrier. Cet outil baptisé Solicomm est disponible en anglais, en français et en espagnol sur le site <http://www.solicomm.net/>. Solicomm propose aux syndicats affiliés et à leurs membres des adresses e-mail gratuites, des systèmes de conférence ainsi que le stockage de documents en ligne. Les concepteurs de ce système ont fait un excellent travail en veillant à ce que celui-ci puisse également fonctionner dans des pays ne disposant pas d'un accès Internet rapide ou extrêmement fiable. Inauguré début mai 2005, Solicomm proposera également un service gratuit d'hébergement de sites. Tous les syndicats affiliés à l'ISP pourront bénéficier de ce système. Pour de plus amples informations, veuillez envoyer un e-mail à communications@world-psi.org

Le caractère conditionnel remis en cause



Après des années de lobbying, la Grande-Bretagne a décidé de ne plus exiger de programmes de privatisation en tant que condition préalable à l'octroi d'une aide au développement. Cette décision a été annoncée lors d'une réunion de l'OCDE consacrée à l'efficacité en matière d'aide au développement. Le Royaume-Uni fait également pression sur les autres pays donateurs ainsi que sur la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International pour qu'ils assouplissent leurs propres conditions d'octroi. «Nous saluons cette avancée significative en termes de politique gouvernementale, obtenue grâce au dialogue engagé avec les syndicats et les ONG», a déclaré Nick Sigler, le chef du département international d'UNISON. «Il s'agit d'un pas résolument positif en vue d'endiguer la vague actuelle de privatisations dans les pays en voie de développement.» Vous pouvez obtenir une copie (uniquement en anglais) du rapport gouvernemental *Partnerships for Poverty Reduction: Rethinking Conditionality* en envoyant un e-mail à communications@world-psi.org

Pour que la pauvreté fasse définitivement partie du passé...



2005 pourrait être l'année d'un changement radical en matière de lutte contre la pauvreté dans le monde. *Oxfam*, l'une des organisations participant à l'Appel mondial à l'action contre la pauvreté, a en effet produit une vidéo en ligne dans laquelle Bono et Scarlett Johansson nous expliquent comment l'on pourrait définitivement éradiquer la pauvreté. Voir à ce propos : http://www.oxfam.org.uk/about_us/video/05/mph1.htm

Un document de mise à jour relatif à cette campagne est actuellement en cours de préparation à l'intention des membres de l'ISP; ceux-ci devraient le recevoir dans une dizaine de jours.

La protection des inspecteurs du travail



A la suite des meurtres perpétrés contre des inspecteurs du travail en France et au Brésil, l'OIT a révélé que : «les actes de violence et les comportements négatifs vis-à-vis des inspecteurs du travail sont en augmentation. Il s'agit là d'indices évidents d'un malaise plus profond». Selon Jukka Takala, Directeur du programme *SafeWork* de l'OIT, la prévention doit jouer un rôle central en la matière : «Plus vite les problèmes seront résolus, moins ils prendront de l'ampleur. Avec 134 ratifications, la Convention no. 81 de l'OIT relative à l'Inspection du travail constitue l'une des conventions les plus largement ratifiées parmi les 185 Conventions de l'OIT et elle sert d'instrument fondamental en vue de la mise en pratique de ce principe. *SafeWork* est également en train de mettre au point un système de formation intégré en matière

d'inspection du travail, fondé sur une approche intégrée à plus large échelle et l'échange de bonnes pratiques en la matière sur le plan international.

Un réseau européen de la jeunesse



Les jeunes syndicalistes européens de l'ISP ont développé un puissant réseau de jeunes résolument tourné vers l'avenir. Leur dernière initiative est la création du site web PSI CONNECT (<http://www.world-psi.org/connect>). Cette page renvoie également à un forum de discussion en ligne. Si cela vous intéresse, vous pouvez tout d'abord vous abonner à la lettre d'info Connect (également disponible sur la page web en question).

Stop à la privatisation de EMSIRVA SA

L'ISP s'est jointe à l'appel destiné à empêcher la privatisation de EMSIRVA, l'entreprise publique de traitement des déchets de Cali, en Colombie. SINTRAEMSIRVA, syndicat affilié à l'ISP, considère que cette privatisation pourrait se traduire par la suppression de 1000 emplois, ainsi que par une hausse du coût de ce service pour la collectivité et un système à deux vitesses basé sur la capacité de paiement. L'ISP a écrit au Maire de Cali en lui demandant de bien vouloir intervenir pour éviter cette privatisation.

Nouvelle page WWWork

L'ISP a créé de nombreuses nouvelles pages web à votre intention. Comme toujours, vos réactions et vos suggestions sont les bienvenues.

Action de l'ISP en Europe

Anglais : www.world-psi.org/europe
Français : www.world-psi.org/europefr
Espagnol : www.world-psi.org/europa
Jeunesse : www.world-psi.org/connect

Action de l'ISP en Afrique et dans les pays arabes

Anglais : www.world-psi.org/africa
Français : www.world-psi.org/afrique
Anglais : www.world-psi.org/africa/arabcountries
Français : www.world-psi.org/afrique/paysarabes

Appel mondial à la l'action contre la pauvreté

www.world-psi.org/gcap



Si vous souhaitez ajouter un lien vers le site web de l'ISP sur votre propre site, essayez ce code. Et faites-nous savoir si vous souhaitez que nous vous fassions parvenir un logo. `Public Services International (PSI)`

Projet sur les migrations internationales parmi les travailleuses des services de santé

L'ISP se réjouit d'accueillir Geneviève Gencianos en tant que nouvelle coordinatrice de la seconde phase de ce projet financé par les Pays-Bas et le Royaume-Uni et qui prendra fin en octobre 2006. Cette phase du programme a pour objectif de tenter de nouer des partenariats syndicaux entre les pays d'origine et les pays d'accueil des femmes migrantes, de pratiquer du lobbying en faveur de l'instauration de directives éthiques de recrutement et de créer des systèmes de compensation destinés aux régimes de santé des pays en développement. Ce projet a aussi pour but de

créer des conditions favorables à l'organisation des travailleurs migrants. Geneviève a travaillé auparavant comme coordinatrice de *Migrants Rights International*, un organisme de coordination des organisations de travailleurs migrants, et au *Bank Information Centre*, avec lequel l'ISP entretient des liens très étroits. De nationalité philippine et elle-même travailleuse immigrée, elle apportera à ce poste tout son éventail de compétences ainsi que sa vaste expérience. Pour de plus amples informations à ce sujet, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : Genevieve.gencianos@world-psi.org

Rectification ...



Le Flash ISP du mois dernier contenait un article dans lequel nous affirmions que la délégation de l'ISP qui a récemment visité Israël et la Palestine avait rencontré le Ministre israélien du Travail alors qu'il s'agissait en fait du Ministre palestinien du Travail. Nous vous prions de bien vouloir nous excuser pour la confusion éventuelle que cela a pu susciter. Vous trouverez un compte rendu complet de cette mission dans la prochaine édition de FOCUS, ainsi que sur le site web : www.world-psi.org/focus

Réservé aux Membres

La circulaire «Informations générales sur l'ISP» est sur le point d'être envoyée à tous les membres adhérents. Elle contient notamment le compte rendu de la dernière réunion du Comité Directeur. Les membres de ce dernier peuvent accéder au document (protégé par mot de passe) sur leur nouvelle page web à l'adresse suivante :

<http://www.world-psi.org/exec> Nous aimerions par ailleurs savoir ce que vous souhaitez trouver sur cette page.



Vous êtes nouveau lecteur du Flash ISP ?

C'est peut-être la première fois que vous recevez le Flash ISP par e-mail. Si vous souhaitez que cela ne soit plus le cas à l'avenir, veuillez nous répondre en précisant "unsubscribe" dans votre message.

INTERNATIONALE DES SERVICES PUBLICS

E-mail : psi@world-psi.org

Tél +33 (0)4 5040 6464

Fax +33 (0)4 5040 7320

B.P. 9, 01211

Ferney-Voltaire Cedex

France

www.world-psi.org